



Dr. Olivier Burette

Depuis février 2014, ce que l'on appelle « la crise ukrainienne » se résume à l'installation d'un gouvernement pro-occidental à Kiev, soit au cœur de ce que Vladimir Poutine considère comme faisant partie, à l'ouest, de la zone d'influence de la Russie, zone qui comprend également la Biélorussie et la Moldavie. On y ajoutera le retour de la Crimée dans le giron de l'État russe au terme d'un plébiscite toujours contesté, ainsi que le soutien aux Républiques du Donbass qui ont fait sécession de l'Ukraine et affiché leur souhait de suivre le destin de la Crimée.

Ceci a créé une situation fortement instable d'autant plus que Kiev ne cesse de demander son intégration dans l'OTAN. Les manœuvres militaires régulièrement organisées par la Russie à la frontière et pour lesquelles le président des États-Unis, Joe Biden, dénonçait encore à l'automne dernier le fait que Moscou s'apprêtait à envahir l'Ukraine avec une armée de 175 000 hommes font monter la tension dans la région. Si l'on ajoute à cela le fait que la Moldavie a, depuis un an déjà en la chef de l'État pro-occidentale Maia Sandu, entamé un rapprochement vers l'Occident, ou encore la crise

## Où en sommes-nous avec la crise ukrainienne ?

migratoire à la frontière entre la Pologne et la Biélorussie, nous pouvons dire que tous les indicateurs sont au rouge et que les zones d'influences à respecter – zones que Vladimir Poutine a exposées à Joe Biden lors du sommet de Genève de juin 2021 – sont actuellement toutes soumises à des pressions. Cela explique la montée des tensions entre la Russie et les Occidentaux.

Bien évidemment, une intégration de l'Ukraine à l'OTAN pourrait être perçue comme un véritable *casus belli* pour Moscou. Mais Joe Biden a récemment indiqué que les sanctions contre la Russie en cas d'invasion du territoire ukrainien seraient économiques et non militaires, tout en signifiant le 3 janvier dernier au président Volodymyr Zelensky qu'une réponse énergique était prévue si une intervention russe en Ukraine devait se produire. L'option d'une confrontation directe semble donc s'éloigner, d'autant plus qu'il ne faut pas oublier que nous parlons de puissances nucléaires et que la menace d'une destruction massive rend fort heureusement ce genre de scénario impensable comme l'ont rappelé les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU début janvier.

Il n'en demeure pas moins que le bras de fer va se poursuivre et que nous sommes témoins d'un jeu fort dangereux. Il en est d'ailleurs de même à l'autre bout du monde avec les risques d'une intervention militaire de la Chine sur Taïwan. Quelle issue est-il possible d'envisager quant à ce bras de fer en cours en Ukraine ? L'annonce d'un sommet le 10 janvier prochain entre la Russie et les États-Unis est sans doute un élément important à prendre en compte, les deux présidents ayant déjà échangé par téléphone sur le sujet durant la trêve de Noël.



Enfin, le début de la Présidence française de l'Union européenne (PFUE) au même moment devrait permettre à l'UE d'avoir son mot à dire, surtout que, le 10 décembre dernier, la première rencontre entre Olaf Scholz, qui vient de succéder à Angela Merkel en Allemagne, et Emmanuel Macron, qui sera probablement candidat à un second mandat présidentiel en France, s'est révélée prometteuse et a encore une fois montré que le couple franco-allemand continue d'avoir son importance dans le concert des nations. En cela, le 9 décembre, la présentation de ce que sera la PFUE par Emmanuel Macron est également porteuse d'espoir pour ce premier semestre 2022. Il faudra en tenir compte : le chapitre sur le chantier « Une Europe plus souveraine » est en effet porteur d'une ambition stabilisatrice qui ne se limite pas aux Balkans. C'est un enjeu fondamental. La diplomatie a donc encore un rôle à jouer pour aboutir à une issue pacifique à cette crise, d'autant plus que, depuis janvier 2022, Moscou a également des préoccupations dans sa zone d'influence en Asie centrale avec sa toute récente intervention au Kazakhstan.

## Mutation des coopérations stratégiques et militaires au Sahel : le bal des armées bat son plein

Depuis novembre dernier, l'équilibre stratégique au Sahel est totalement bouleversé par le retrait des troupes françaises du sol malien. En effet, alors que les opérations Serval et Barkhane semblaient consacrer de fait « l'exclusivité » française aux opérations de maintien de la sécurité dans la région sahélienne, la prolifération de groupes terroristes et la montée de tensions interethniques ont achevé de convaincre les États africains qu'il fallait chercher la solution ailleurs.

Un double constat doit être fait au terme des huit années de présence militaire française au Mali et dans la région du Liptako-Gourma. Tout d'abord, l'instabilité et l'insécurité ne se régleront pas immédiatement par des moyens militaires, mais plutôt par une aide concrète au développement et une consolidation de l'appareil d'État. Ensuite, il est préférable pour le G5 Sahel de s'emanciper d'un unique partenaire, c'est-à-dire la France.

La présence militaire française est perçue, du côté sahélien, comme un moyen de s'assurer un rôle stratégique au niveau mondial, notamment en vue de conserver son siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, mais aussi un moyen de sauvegarder ses intérêts économiques dans la région. La France a même été accusée de former des djihadistes séparatistes à Kidal par le premier ministre malien Chogel Kokamlla Maiga. Côté français, l'armée a également fait part

de ses impressions négatives, déclarant effectuer un travail qui ne les concerne en rien et qui devrait être accompli par les armées nationales, plus occupées à renverser leurs gouvernements qu'à combattre les terroristes. En bref, le divorce est consommé, et un appel d'air s'apprête à être comblé dans la région.

Cet appel d'air était censé, selon Paris, ne pas avoir lieu. Avait été mis sur pied par un consortium européen, la force Takuba, créée en 2020 dans le cadre de l'opération Barkhane, pour remplacer la seule armée française dans la région et aider le Mali à combattre les forces terroristes au Sahel. S'y ajoute également



l'Alliance Sahel, initiative militaire de l'UE présente depuis 2017, qui devrait gagner en importance. L'armée française ne quitte donc pas totalement le théâtre sahélien, mais les moyens investis vont drastiquement diminuer en raison de ce partage de la mission avec d'autres pays de l'UE.

C'est là tout le paradoxe de la présence des armées étrangères : moins le pays qui est intervenu a d'intérêts à protéger, moins il s'investira dans l'intervention. Pourtant, quelques candidats demandent à faire leurs preuves, et principalement deux pays dont la présence en Afrique est très récente : la Russie et la Turquie. Côté russe, la force Wagner est déjà présente au Mali, et après avoir montré son efficacité en Centrafrique, elle pourrait bien collaborer avec le nouveau gouvernement. Elle espère obtenir des concessions minières comme cela s'est déjà produit en 2018.



Côté turc, un accord militaire a déjà été signé avec le Niger en 2020 et une base pourrait possiblement y voir le jour. Mais la coopération va plus loin : en prenant en compte les problématiques plus larges du pays, la Turquie entend prendre part à une coopération plus centrée autour du développement et du commerce de la sécurisation militaire. Le récent sommet Afrique-Turquie prévoit certes la fourniture d'équipements militaires turcs aux armées sahéliennes, mais se focalise plutôt sur l'aide au développement d'infrastructures ou même l'apport de 15 millions de doses de vaccins au continent.

Cette formule alliant à la fois sécurité pour le présent et développement pour l'avenir pourrait sérieusement jouer en faveur de la Turquie au Sahel, mais aussi sur le reste du continent africain.

\* Elias Hebbat

Aujourd'hui  
la Turquie



Édité et Distribué en France par Les Editions CVMag, 37 rue d'Hauteville 75010 Paris-France, Tel: 01 42 29 78 03 • Directeur de la publication : Hugues Richard • Rédacteur : Daniel Latif • Commission paritaire : 0723 1 89645 • www.aujourd'hui.la-turquie.com • alaturque@gmail.com • Editeur en Europe : Les Editions CVMag • No ISSN : 1305-6476 • Les opinions exprimées dans les articles de notre journal n'engagent que leurs auteurs. Edition Turquie : Bizimavrupa Yay. Hiz. Ltd. Kadıköy, Moda Cad. 59 İstanbul • Tél. 0 216 550 22 50 • Genel Yayın Yönetmeni: Hossein Latif Dizadji • Sorumlu Yazışmaları Müdürü : Ahmet Altunbaş • Comité de rédaction / Yayın Kurulu : Hüseyin Latif (Président), Mireille Sadège, Haydar Çakmak, Yann de Lansalut, Ali Türek, Aramis Kalay, Berk Mansur Delipinar, Celal Bryikioğlu, Daniel Latif, Derya Adıgüzel, Doğan Sumar, Eren Paykal, Ersin Üçkardeş, Ezgi Biçer, Hugues Richard, İnci Kara, Kasım Zoto, Kenan Avcı, Kemal Belgin, Mehmet Erbak, Merve Şahin, Nami Başer, Nolwenn Allano, Onursal Özatacan, Richard Ozatacan, Sinem Çakmak, Sühendani İlal, Sırma Parman, Camille Saulas, Nedim Gürsel, Zeynep Kürşat Almur, Sali Karagöz, Bilge Demirkazan, Selçuk Önder, Meliha Serbes • Correspondant d'Izmir : Muzaffer Ayhan Kara • Publicité et la communication: Bizimavrupa / CVMag • Conception : Ersin Üçkardeş, Merve Şahin • Imprimé par Yıkılmazlar Basın Yayın Ltd. Şti. Evren Mah. Güllübar Cad. No: 62/C Güneşli • Distribution : NMPP • Tous droits réservés. Aujourd'hui la Turquie est une marque déposée • ALT - Okur ve Yazar Temsilcileri Konseyi (CORELE): Kemal Belgin, Celal Bryikioğlu (Président), Erkan Oyal, Merve Şahin.

Bulletin d'abonnement

12 numéros 85 €

altinfos@gmail.com